

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 17 JUIN 1920.

Proposition de loi

assurant aux huissiers de toutes les juridictions un minimum de rémunération en raison des fonctions judiciaires qu'ils sont appelés à remplir.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

On peut se demander pourquoi les huissiers de nos Cours et de nos tribunaux ne jouissent pas, comme les autres membres du personnel judiciaire, d'un traitement fixe, payé par l'État.

La tradition ne suffit pas à justifier cette différence : elle s'explique aussi par d'autres raisons.

D'abord, question financière : un traitement aux huissiers serait évidemment une nouvelle et lourde charge pour le Trésor.

Mais le grand obstacle, le vrai, c'est le respect des droits acquis. Nul n'ignore, en effet, qu'il est des huissiers qui jouissent d'un revenu professionnel fort élevé et qui seraient gravement lésés, le jour où la loi viendrait les mettre au rang des autres fonctionnaires et leur attribuer un traitement qui devrait nécessairement être réduit à des proportions modestes, étant donnée la place des huissiers dans les degrés de la hiérarchie judiciaire.

La raison officielle n'est pourtant pas celle-là. L'huissier, dit-on, n'est pas un fonctionnaire ; l'État ne lui doit rien.

Ce serait péremptoire, si la chose était exacte. Mais nous ne pensons pas qu'il en soit ainsi et nous croyons que c'est une bien mauvaise raison. Ne perdons pas notre temps à discuter le point de savoir si l'huissier est un « fonctionnaire ». Nous sommes convaincus qu'il en est bien ainsi, mais la question de mot est sans importance.

Du moment que l'État impose un service à quelqu'un, il a l'obligation de le payer, ou en tout cas de lui donner des avantages qui constituent une rémunération suffisante.

Pas plus que personne, l'État ne peut se soustraire, vis-à-vis des personnes

qu'il emploie, à son devoir de leur donner de quoi vivre et s'il est vrai que parmi ses agents, il en est qui ne gagnent pas suffisamment pour subvenir aux besoins de l'existence, c'est pour l'État une obligation de suppléer à cette insuffisance.

Pour justifier notre proposition, il nous suffit donc de rechercher deux choses : D'abord, l'État impose-t-il à l'huissier un service ?

Ensuite, les avantages qu'il attache à ce service, sont-ils suffisants pour permettre à tout huissier de vivre honorablement.

*
* *

A la première question, comment serait-il possible de répondre négativement ?

La loi organise la fonction des huissiers ; elle règle leur compétence ; elle leur donne le titre d'officiers ministériels, leur attribue un pouvoir énorme et confie leur nomination au Roi. Elle veut qu'il y ait au moins un huissier par canton.

La loi leur impose des devoirs et des charges. Des devoirs : l'huissier doit prêter serment ; il doit résider là où sa résidence est fixée par l'autorité dont il relève ; il est tenu de prêter son ministère pour tous les actes qui sont de sa compétence.

Des charges ! Il est obligé d'assister aux audiences et d'assurer le service intérieur des Cours et tribunaux ; il est tenu de notifier tous les actes de la procédure gratuite ce qui est souvent une charge fort onéreuse qui impose à l'huissier un travail parfois très long, des courses et des dépenses qu'il est vraiment exorbitant de réclamer de lui.

Et non seulement la loi leur impose des charges, mais elle leur fait aussi des défenses qui entravent leur liberté et les empêchent de chercher d'autres ressources. C'est ainsi que la fonction d'huissier est incompatible avec toute fonction publique salariée ; qu'un huissier ne peut exercer certaines professions libérales ni se livrer à certains commerces déterminés.

Comment est-il possible, dès lors, de dire que l'État n'impose aux huissiers aucun service et qu'il ne leur doit rien ?

*
* *

Les avantages attachés à la fonction d'huissier sont-ils suffisants pour leur permettre de vivre honorablement ?

Pour la plupart, évidemment oui.

Dès lors, l'on comprendra parfaitement que l'État ne paye rien à tous les huissiers qui trouvent, dans leur charge même, un revenu important. L'avantage qu'ils trouvent dans l'exercice de leur profession peut être considéré comme une rémunération suffisante.

Mais en est-il ainsi pour tous ? Nous avons la preuve que bien des huissiers ne gagnent pas de quoi vivre : il en est dont le revenu professionnel n'atteint pas 1,000 francs par an. Et parmi eux plusieurs qui ont charge de famille !

Nous disons que pour ceux-là, c'est le devoir de l'État de suppléer à cette insuffisance.

C'est d'abord de toute justice ; est-il besoin d'insister ?

C'est ensuite une question d'intérêt public.

Comme nous le disions dans le rapport sur le budget de la Justice, un huissier qui vit dans la misère, devient une nuisance ; au lieu d'être un homme de paix et un auxiliaire de la justice, il se transforme en agent de guerre et en faiseur de procès.

C'est aussi une question de dignité. Peut-il être permis de livrer l'exercice de fonctions judiciaires à des hommes sans prestige, obligés pour vivre de recourir à tous les moyens et souvent à des expédients inavouables ?

Assurons à tous les huissiers un minimum de ressources et décidons que dans les cas où leur profession ne leur rapporte pas ce minimum l'État, sera chargé de leur donner le complément nécessaire. C'est tout ce que demande notre proposition.

* * *

Mais à quel chiffre faut-il fixer ce minimum ?

C'est évidemment une question plus délicate. Notre projet propose de s'en tenir à cinq mille francs par an ; nous ne prétendons pas avoir trouvé le chiffre juste ; les objections connues d'avance et tirées de l'état de nos finances, n'ont pas manqué de nous rendre timides et modérés, et nous pensons qu'on ne peut pas nous faire un reproche d'exagération.

* * *

Quelle serait l'économie de notre projet et quelle est la charge qu'il entraînerait pour l'État ?

Comme nous le disons ci-dessus, nous n'entendons pas donner un traitement à tous les huissiers ; nous voulons seulement venir en aide à ceux qui n'ont pas de revenus professionnels suffisants.

Il y a en Belgique 548 huissiers.

Les trois quarts au moins touchent, de par leur profession, plus de 5,000 francs par an. Ceux-là ne toucheront pas une centime de l'indemnité que nous proposons.

Les autres, c'est-à-dire, surtout les huissiers des cantons ruraux, qui peuvent trouver dans leur profession des revenus variables de 4,000, 3,000, 2,000, 1,000 ou même seulement 500 francs par an, toucheront de l'État respectivement 1,000, 2,000, 3,000, 4,000 et 4,500 francs.

L'État ne leur paiera donc jamais que la différence entre ce qu'ils gagneront et le minimum fixé dans le projet. A peine 200 huissiers participeront à ce complément de ressources assuré par l'État. La participation moyenne ne dépassera pas, semble-t-il, 2,000 francs par huissier ; il en résultera donc une charge pour le Trésor, qui ne dépassera pas 400,000 francs.

* * *

On nous objecte :

1° Les huissiers, sous ce système, travailleront le moins possible. Nous répondrions volontiers : Tant mieux !

Mais nous ne sommes pas de cet avis. Car si on leur assure un traitement minimum, on aura le droit de se montrer vis-à-vis d'eux plus exigeant. Puis il ne faut pas oublier que ce sont des officiers ministériels et que comme tels ils sont soumis à une discipline et à des sanctions.

2. Il se produira des fraudes. En toute matière la fraude est possible : mais la surveillance des fonctionnaires du fisc sera facile, puisqu'ils auront en mains tous les éléments de contrôle.

3. Il vaut mieux dit-on encore recourir au relèvement des tarifs. Les deux mesures n'auront rien d'excessif; elles se concilient parfaitement, mais, seul, le relèvement des tarifs ne guérirait pas le mal que nous voulons faire disparaître. Doubler le tarif serait pour les justiciables une mesure déjà très lourde; or, doubler le revenu d'un huissier qui ne gagne que mille francs, c'est le laisser dans la misère. Cependant, plus le tarif sera élevé, moins forte sera la charge de l'État et dès lors notre proposition, loin d'empêcher le relèvement des tarifs, sera une raison de plus pour justifier cette mesure.

Nous disons donc, pour conclure, ceci : il faut venir au secours de ces agents indispensables à l'exercice de la Justice; on ne peut pas plus longtemps les laisser dans la situation pénible où se débattent plusieurs d'entre eux. Si l'on ne trouve pas un meilleur système que celui que nous proposons, nous demandons que l'on s'en serve, faute de mieux. Que si l'on trouve mieux, nous sommes prêts à nous rallier à une proposition qui résoudrait, dans une forme meilleure, le but que nous nous sommes proposé.

JULES PONCÉLET.

PROPOSITION DE LOI

assurant aux huissiers de toutes les juridictions, un minimum de rémunération en raison des fonctions judiciaires qu'ils sont appelés à remplir.

ARTICLE PREMIER.

Il est alloué aux huissiers, quelle que soit la juridiction à laquelle ils sont attachés, une indemnité annuelle de cinq mille francs, payable par trimestre, en raison de l'exercice des fonctions judiciaires qu'ils sont appelés à remplir.

ART. 2.

Seront déduits de cette allocation les honoraires et les indemnités qui leur sont attribués à l'occasion des actes de leur ministère.

En vue de permettre ces déductions, les huissiers seront tenus de remettre, à la fin de chaque trimestre, à l'Administration des Finances, le relevé des actes qu'ils ont été chargés de dresser ou de notifier et des honoraires qu'ils ont dû ou doivent percevoir.

WETSVOORSTEL

tot verleening, aan de deurwaarders bij de onderscheidene rechtscolleges, van eene minimum-schadeloosstelling wegens de gerechtelijke ambtsverrichtingen waarmede zij belast worden.

EERSTE ARTIKEL.

Aan de deurwaarders, welk het rechtscollege ook zij waarbij zij aangesteld zijn, wordt eene jaarlijksche schadeloosstelling van vijf duizend frank, betaalbaar per trimester, verleend wegens de gerechtelijke ambtsverrichtingen, waarmee zij belast worden

ART. 2.

De eereloonen en de vergoedingen, die hun worden toegekend naar aanleiding van de akten van hun ambt, worden van die schadeloosstelling afgetrokken.

De deurwaarders zijn verplicht, opdat men die aftrekking zou kunnen doen, de opgave van de akten, welke zij gelast werden op te maken of te beteekenen, en van de eereloonen, welke zij hebben ontvangen of moeten ontvangen, op het einde van elk trimester aan het Beheer van de Financiën te doen geworden.

Jules PONCELET.

Ad. DE LIMBURG STIRUM.

Albert DEVÈZE.

DU BUS DE WARNAFFE.

BAUDRUX.

(11)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 17 JULI 1920.

Wetsvoorstel

tot verleenig, aan de deurwaarders bij de onderscheidene rechtscolleges, van eene minimum-schadeloosstelling wegens de gerechtelijke ambtsverrichtingen waarmede zij belast worden.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Men kan zich afvragen waarom de deurwaarders bij onze Hoven en Rechtbanken niet, zooals de andere leden van het rechterlijk personeel, eene vaste, door den Staat betaalde wedde genieten.

De traditie volstaat niet om dit onderscheid te rechtvaardigen: het heeft ook andere oorzaken.

Vooreerst, de geldquaestie: het toekennen van eene jaarwedde aan de deurwaarders zou natuurlijk een nieuwen en zwaren last voor de Schatkist medebrengen.

Doch de bijzonderste, de ware hindernis is de eerbiediging van de verworven rechten. Iedereen weet inderdaad dat sommige deurwaarders zeer hooge inkomsten trekken uit hun beroep en er veel zouden bij verliezen, wanneer de wet hen gelijkstelde met de overige ambtenaren en hun eene jaarwedde toekende, die noodzakelijkerwijze niet overdreven zou zijn, wegens de plaats welke de deurwaarders in de rechterlijke rangvolging bekleeden.

De officieele reden ligt nochtans daar niet. De deurwaarder, zegt men, is geen ambtenaar; de Staat is hem niets verschuldigd.

Het zou afdoende zijn, indien het waar was. Wij meenen echter niet dat het waar is en wij denken dat die reden niet zwaar weegt. Laten wij onzen tijd niet verliezen met te twisten over de vraag, of de deurwaarder « ambtenaar » is. Wij zijn overtuigd dat hij dit wel is, maar de quaestie van woorden heeft geen belang.

Legt de Staat iemand een dienst op, dan is hij verplicht hem te betalen of, in ieder geval, hem voordeelen te verschaffen, welke een voldoende bezoldiging uitmaken.

De Staat, evenmin als een privaat persoon, mag zich, ten aanzien van de personen die hij gebruikt, onttrekken aan zijn plicht hun het noodige te

verschaffen om te kunnen bestaan, en, zoo het waar is dat er onder zijne bedienden zijn die niet genoeg verdienen om in de levensbehoefte te voorzien, dan is de Staat verplicht hun het ontbrekende te verstrekken.

Om ons ontwerp te wettigen, volstaat het, twee punten te onderzoeken :

Vooreerst, legt de Staat aan den deurwaarder een dienst op ?

Vervolgens, zijn de voordeelen, aan dezen dienst verbonden, voldoende om aan alle deurwaarders een waardig levensonderhoud te verschaffen ?

* * *

Hoe zou men op de eerste vraag ontkennend kunnen antwoorden ?

De wet richt het ambt der deurwaarders in; zij regelt hunne bevoegdheid; zij geeft hun den titel van ministerieele ambtenaars, verleent hun eene groote macht en laat hunne benoeming over aan den Koning. Zij eischt dat er ten minste één deurwaarder per kanton zij.

De wet legt hun plichten en lasten op. Plichten : de deurwaarder moet den eed afleggen ; hij moet verblijven daar waar zijne standplaats is voorgeschreven door de overheid, waarvan hij afhangt ; hij is verplicht zijn ministerie te verleenen voor al de akten die tot zijne bevoegdheid behooren.

Lasten ! Hij moet de terechtzittingen bijwonen en den inwendigen dienst der Hoven en Rechtbanken verzekeren ; hij is verplicht al de akten der kosteloze rechtspleging te beteekenen, wat dikwijls een zeer zware last is, die den deurwaarder vaak een zeer lang werk oplegt en aanleiding geeft tot geloop en uitgaven welke het voorwaar al te overdreven zóu zijn van hem te eischen.

De wet bepaalt er zich niet bij, hun lasten op te leggen ; zij bevat menige verbodsbepaling, welke hunne vrijheid belemmert en hen belet andere inkomsten te zoeken. Zóó is het ambt van deurwaarder onvereinbaar met elk bezoldigd openbaar ambt ; zóó mag de deurwaarder sommige vrije beroepen niet uitoefenen, noch sommige bepaalde handelsbedrijven ondernemen.

Hoe kan men dan zeggen dat de Staat aan de deurwaarders geen enkelen dienst oplegt en hun niets verschuldigd is ?

* * *

Zijn de verdiensten, verbonden aan het ambt van deurwaarder, toereikend om hem toe te laten waardig te leven ?

Over het algemeen, ja !

Men begrijpt dus zeer wel dat de Staat niets betaalt aan al de deurwaarders die zich, door hun ambt zelf, een aanzienlijk inkomen verzekeren. Het voordeel, dat zij vinden in de uitoefening van hun ambt, kan dus aangezien worden als eene voldoende bezoldiging.

Maar is dit wel het geval voor allen ? Wij bezitten het bewijs dat vele deurwaarders niet genoeg verdienen om te leven ; voor sommige bereikt het inkomen uit hun ambt niet 1,000 frank per jaar ? En onder deze zijn er vele die een gezin hebben !

Wij zeggen dat de Staat tegenover dezen verplicht is die ontoereikendheid te verhelpen.

De rechtvaardigheid eischt het; behoeven wij daarop aan te dringen?

Het is vervolgens eene quaestie van openbaar belang!

Zooals wij in het verslag over de Begrooting van Justitie schreven, wordt de deurwaarder, die in armoede leeft, een hinderlijk wezen; in plaats van een man des vrêdes en een steun van het gerecht te zijn, wordt hij een woelgeest en een processenmaker.

Het is ook eene quaestie van waardigheid. Kan men toelaten dat de uitoefening van rechterlijke ambten worde toevertrouwd aan menschen zonder aanzien, verplicht alle middelen en soms afkeurenswaardige praktijken te baat te nemen om te kunnen leven?

Laten wij een minimum van hulpmiddelen aan al de deurwaarders verzekeren; laten wij beslissen dat, wanneer hun ambt hun dit minimum niet opbrengt, de Staat zal verplicht zijn het aanvullende, dat er noodig is, bij te schieten. Meer vraagt ons voorstel niet.

* * *

Maar hoeveel moet dit minimum bedragen?

Dit is natuurlijk eene kiesche quaestie. Wij stellen voor, zich te houden aan vijf duizend frank per jaar. Wij beweren niet het juiste cijfer te hebben gevonden. De reeds gekende opwerpingen, steunende op den staat der Schatkist, hebben ons gematigd en schuw gemaakt, en wij denken dat men ons niet kan verwijten te ver te gaan.

* * *

Welke zou de omvang van ons voorstel zijn en welke last zou het voor den Staat kunnen medebrengen?

Zooals wij hooger zeggen, beoogen wij niet een jaarwedde voor alle deurwaarders, wij willen enkel degenen, die in hun ambt geen voldoende middelen vinden, te hulp komen.

Er zijn in België 548 deurwaarders.

Ten minste drie vierden daarvan verdienen door hun ambt meer dan 5.000 frank 's jaars. Deze trekken dus geen centiem van de schadeloosstelling, welke wij voorstellen.

De overigen, namelijk de deurwaarders der buitenkantons, die in hun ambt een inkomen kunnen vinden van 4,000, 3,000, 2,000, 1,000 of zelfs maar van 500 frank 's jaars, trekken van den Staat onderscheidenlijk 1,000, 2,000, 3,000, 4,000 en 4,500 frank.

De Staat zal hun dus nooit meer betalen dan het verschil tusschen wat zij verdienen en het minimum bepaald door het wetsvoorstel. Ternauwernood 200 deurwaarders zullen die aanvullende tegemoetkoning van den Staat genieten. Het gemiddeld bedrag zal, naar het voorkomt, niet 2,000 frank per deurwaarder overschrijden; de Schatkist zou dus een last te dragen hebben welke niet boven 400,000 frank zal gaan.

* * *

Men werpt ons op :

1^o Onder zoodanig stelsel zullen de deurwaarders zoo weinig mogelijk werken. Graag zouden wij antwoorden : des te beter !

Maar dit is onze meening niet. Verzekert men hun eene minimum-wedde, dan zal men inderdaad meer van hen kunnen vergen. Bovendien moet men niet vergeten dat zij ministerieele ambtenaren zijn en dat zij als zoodanig aan een tucht en aan strafmaatregelen onderworpen zijn.

2^o Er zal bedrog gepleegd worden. In alles is bedrog mogelijk ; doch het toezicht der ambtenaren van den fiscus zal gemakkelijk zijn, vermits zij alle gegevens tot contrôle in handen hebben.

3. Het is beter, zegt men ook, de tarieven te verhoogen. De twee maatregelen mogen er gerust komen. Zij passen uitstekend bij elkander, maar alleen de verhooging der tarieven zou niet het kwaad genezen, dat wij willen doen verdwijnen. Het tarief verdubbelen zou voor de ingezetenen reeds een zeer zware last zijn. Welnu, door het inkomen te verdubbelen van een deurwaarder, die slechts 1,000 frank verdient, laat men hem in armoede. Evenwel, hoe hooger het tarief zal zijn, des te geringer zal de last voor de Staat wezen, en zóó zal ons voorstel, in plaats van de verhooging der tarieven te beletten, eene reden te meer zijn om dezen maatregel te wettigen.

Wij zeggen dus eenvoudig, om te besluiten, dat men de ambtenaren, die voor de uitoefening van het gerecht onmisbaar zijn, moet bijstaan ; men mag hen niet langer prijsgeven aan den pijnlijken toestand, waarin verscheidene onder hen zich bevinden.

Zoo men geen betere regeling vindt dan de door ons voorgestelde, vragen wij dat men deze laatste invoere bij gebrek aan beter. Vindt men iets beter, dan zijn wij bereid ons aan te sluiten bij een wetsvoorstel dat, onder een beteren vorm, tot het doel zou leiden dat wij beoogen.

JULIUS PONCELET.



PROPOSITION DE LOI

assurant aux huissiers de toutes les juridictions, un minimum de rémunération en raison des fonctions judiciaires qu'ils sont appelés à remplir.

ARTICLE PREMIER.

Il est alloué aux huissiers, quelle que soit la juridiction à laquelle ils sont attachés, une indemnité annuelle de cinq mille francs, payable par trimestre, en raison de l'exercice des fonctions judiciaires qu'ils sont appelés à remplir.

ART. 2.

Seront déduits de cette allocation les honoraires et les indemnités qui leur sont attribués à l'occasion des actes de leur ministère.

En vue de permettre ces déductions, les huissiers seront tenus de remettre, à la fin de chaque trimestre, à l'Administration des Finances, le relevé des actes qu'ils ont été chargés de dresser ou de notifier et des honoraires qu'ils ont dû ou doivent percevoir.

WETSVOORSTEL

tot verleening, aan de deurwaarders bij de onderscheidene rechtscolleges, van eene minimum-schadeloosstelling wegens de gerechtelijke ambtsverrichtingen waarmede zij belast worden.

EERSTE ARTIKEL.

Aan de deurwaarders, welk het rechtscollege ook zij waarbij zij aangesteld zijn, wordt eene jaarlijksche schadeloosstelling van vijf duizend frank, betaalbaar per trimester, verleend wegens de gerechtelijke ambtsverrichtingen, waarmee zij belast worden

ART. 2.

De cerelooën en de vergoedingen, die hun worden toegekend naar aanleiding van de akten van hun ambt, worden van die schadeloosstelling afgetrokken.

De deurwaarders zijn verplicht, opdat men die afrekking zou kunnen doen, de opgave van de akten, welke zij gelast werden op te maken of te beteekenen, en van de cerelooën, welke zij hebben ontvangen of moeten ontvangen, op het einde van elk trimester aan het Beheer van de Financiën te doen geworden.

Jules PONCELET.

Ad. DE LIMBURG STIRUM.

Albert DEVÈZE.

DU BUS DE WARNAFFE.

BAUDRUX.